

Liste de Contrôle aux Fins de l'Autoévaluation



**Cadre de Normes
visant à Sécuriser et à Faciliter
le Commerce Mondial**



ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

Mai 2005

Listes de contrôle de l'OMD aux fins de l'autoévaluation du Cadre de Normes de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial

Les administrations des douanes du monde entier jouent un rôle critique dans la sécurité aux frontières, la lutte contre le terrorisme, le prélèvement des recettes fiscales et la facilitation des échanges. Pour aider les administrations à s'acquitter de ces tâches cruciales, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a mis au point le *Cadre de Normes visant à sécuriser et faciliter le commerce mondial* (appelé ci-après "Cadre de Normes") en vue de simultanément sécuriser et faciliter la chaîne logistique internationale. Le Cadre de Normes est constitué de deux piliers¹ comportant 17 normes sur la sécurité et la facilitation que les Membres de l'OMD qui adhéreront à cet instrument devront respecter. Pour aider à la mise en oeuvre du Cadre de Normes dans les pays en développement, l'OMD a également mis au point un élément complémentaire, à savoir un programme de renforcement des capacités.

Les Membres de l'OMD peuvent faire état de leur souhait d'adhérer au Cadre de Normes en signant une lettre dans laquelle ils déclarent leur intention de commencer le processus de mise en oeuvre de ce Cadre. Si certaines parties de ce Cadre de Normes peuvent être mises en oeuvre sans aide, nombre d'administrations nécessiteront un renforcement des capacités pour adhérer à cet instrument et en appliquer de manière appropriée les dispositions.

Pour aider les administrations des douanes à déterminer si elles sont en conformité avec les dispositions du Cadre de Normes, le Secrétariat de l'OMD a élaboré une **Liste de contrôle aux fins de l'auto évaluation**² (appelée ci-après "Liste de contrôle") qui fournit une vue d'ensemble des éléments nécessaires contenus dans le Cadre de Normes³. Cette liste de contrôle couvre les domaines ci-après :

Gestion stratégique;
Ressources;
Cadre juridique;
Systèmes et Procédures;
Technologie de l'information et de la communication;
Coopération extérieure, communication et partenariat et
Ethique

En répondant aux questions de cette liste, une administration peut analyser l'écart qui sépare la capacité qu'elle possède et la capacité qu'elle souhaiterait avoir. La Liste de contrôle a été élaborée à partir du Cadre de Normes et du Cadre de diagnostic de l'OMD aux fins du renforcement des capacités douanières (appelé ci-après "Cadre de diagnostic"), notamment à partir du Chapitre 4 (Systèmes et procédures douaniers), de la section 21 (sécurisation et facilitation de la chaîne logistique internationale). Le Secrétariat de l'OMD a conçu le Cadre de diagnostic en vue de proposer aux Membres des solutions éventuelles leur permettant d'identifier les problèmes de manière exhaustive et durable.

¹ Le Pilier 1 suppose des agencements de réseaux entre administrations des douanes et le Pilier 2 des partenariats entre douane et entreprises. Chaque Pilier comprend une annexe de spécifications techniques

² Le Secrétariat de l'OMD a également mis au point une Liste de contrôle pour la facilitation.

³ La liste de contrôle aux fins de l'auto évaluation pour le cadre de normes suit la présente introduction.

L'objectif ultime des listes de contrôle de l'OMD aux fins de l'auto évaluation est de proposer aux administrations des douanes un outil d'évaluation qui les aidera à déterminer leurs besoins et une assise à partir de laquelle elles pourront entreprendre une réforme et une modernisation douanières plus complète à l'aide du Cadre de diagnostic de l'OMD. Le Secrétariat de l'OMD peut les aider à réaliser un diagnostic après qu'elles auront répondu aux questions des listes de contrôle.

o

o

o

Cadre de Normes de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial

Liste de contrôle aux fins de l'autoévaluation

| | Gestion stratégique | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|---------------------------|
| V.1 | Une politique de sécurité aux frontières a-t-elle été élaborée et mise en oeuvre ? | | | |
| V.2 | L'administration est-elle responsable de la sauvegarde et de la sécurité des frontières et des opérations commerciales ? | | | |
| V.3 | L'administration a-t-elle une responsabilité fonctionnelle totale aux frontières (contrôles en matière fiscale, d'immigration, de sécurité, de santé, d'environnement, etc.) ? | | | |
| V.4 | Dans la négative, existe-t-il une coordination fonctionnelle entre la douane et les autres services frontaliers ? | | | |
| V.5 | Dans le cadre des contrôles et des procédures frontaliers un système de "guichet unique" a-t-il été prévu ? | | | |
| V.6 | L'administration des douanes a-t-elle élaboré un Plan stratégique prévoyant des buts, des objectifs et des priorités en ce qui concerne la chaîne logistique et la facilitation des échanges ? | | | |
| V.7 | Dans l'affirmative, ce plan fixe-t-il : (i) Des objectifs en matière de gestion ? (ii) Des objectifs en matière de détection? | | | |
| V.8 | Un système de mesure/de contrôle ou d'évaluation général du respect du Plan stratégique existe-t-il? | | | |

| | | | | |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.9 | <p>Dans l'affirmative, ce système garantit-il que ces objectifs soient mesurables et connus des :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Agents chargés de la politique générale ? (ii) Cadres de gestion ? (iii) Agents sur le terrain? (iv) Parties intéressées extérieures ? | | | |
| V.10 | <p>Existe-t-il un système permettant de faire rapport au sujet de la réalisation de ces objectifs ?</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Annuellement ? (ii) trimestriellement ? (iii) Mensuellement ? (iv) Hebdomadairement ? (v) Quotidiennement ? | | | |
| V.11 | <p>L'administration des douanes recueille-t-elle des données et des renseignements exacts sur les échanges à des fins de sécurisation des frontières ?</p> | | | |
| V.12 | <p>Les renseignements disponibles comprennent-ils des rapports statistiques sur les inspections de sécurité telles que définies dans la Norme 8 du Pilier 1 ?</p> | | | |
| V.13 | <p>Des procédures de révision périodiques des contrôles de sécurité douaniers sont elles prévues ?</p> | | | |
| V.14 | <p>Les parties intéressées sont-elles en mesure de contribuer à la mise au point des politiques et réformes douanières en matière de sécurité ?</p> | | | |

| | Ressources | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|---------------------------|
| | Matérielles | | | |
| V.15 | <p>Les locaux et installations de la douane satisfont-ils aux normes internationales en matière de sécurité telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Code international de sécurité des navires et installations portuaires (Code ISPS Code) ? • Les Recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale Civil Aviation Organization (OACI) ? • Autres ? | | | |
| V.16 | Les postes et les bureaux de douane actuels aux frontières sont-ils situés de manière à répondre aux besoins de la chaîne logistique ? | | | |
| V.17 | Les heures d'ouverture actuelles permettent-elles d'atteindre les objectifs de sécurité concernant la chaîne logistique ? | | | |
| V.18 | Les installations font-elles l'objet d'un diagnostic concernant la sécurité ? | | | |
| V.19 | Dans l'affirmative, les manquements identifiés aux règles en matière de sécurité sont-ils corrigés ? | | | |
| V.20 | Existe-t-il des installations pour entreposer les marchandises dangereuses ? | | | |
| V.21 | Les installations douanières présentent-elles des caractéristiques satisfaisantes permettant d'y procéder à des vérifications et à des inspections ? | | | |
| V.22 | Disposez-vous d'outils et de matériel adéquat permettant de procéder à la vérification ou à l'inspection des marchandises/moyens de transport tels que engins de levage automobiles, chariots à fourche, portiques de sécurité, | | | |

| | | | | |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| | détecteurs de rayonnement, etc. disponibles dans la plupart des postes et /ou bureaux de douane frontaliers ? | | | |
| V.23 | Disposez-vous de matériel de vérification non intrusive ? | | | |
| V.24 | Disposez-vous de matériel de détection des rayonnements ? | | | |
| V.25 | Utilisez-vous d'autres moyens techniques ? | | | |
| V.26 | Disposez-vous d'un budget alloué par le ministère consacré au matériel de sécurité ? | | | |
| V.27 | Existe-t-il un système permettant aux services travaillant sur le terrain de demander du matériel de sécurité ? | | | |
| V.28 | La réparation et l'entretien du matériel de sécurité existant sont-ils prévus ? | | | |
| V.29 | Les services administratifs sont-ils suffisamment informatisés ? | | | |
| | Personnel | | | |
| V.30 | L'administration a-t-elle suffisamment d'expérience pour pouvoir identifier les risques encourus par la chaîne logistique sur le plan de la sécurité ? | | | |
| V.31 | L'administration a-t-elle suffisamment d'expérience pour gérer les risques encourus par la chaîne logistique ? | | | |
| V.32 | La formation de base du personnel d'encadrement comprend-t-elle des séances consacrées à la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.33 | Existe-t-il des postes spécialisées pour traiter de la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.34 | Une formation spécialisée concernant la sécurité de la chaîne logistique a-t-elle été prévue pour le personnel administratif ? | | | |

| | | | | |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.35 | La formation de base actuelle pour le personnel chargé de la politique générale comprend-t-elle des séances sur la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.36 | Existe-t-il une procédure de recrutement particulière pour le personnel chargé des questions relatives à la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.37 | Le personnel d'encadrement possède-il des qualifications de base en informatique ? | | | |
| V.38 | Des gardes de sécurité sont-ils déployés dans les zones douanières ? | | | |
| V.39 | Une instruction et/ou une formation sur les mesures et les procédures en matière de sécurité est-elle dispensée au personnel non douanier ? | | | |

| | Cadre juridique | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------------------------------|
| V.40 | <p>La législation nationale attribue-t-elle des pouvoirs à la douane en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'examen, la détention et la saisie des marchandises et des moyens de transport ? • L'inspection du fret : <ul style="list-style-type: none"> (i) Entrant dans le pays ? (ii) En transit (Y compris le fret demeurant à bord) ? (iii) Sortant ou en transbordé par le pays? | | | |
| V.41 | La législation douanière prévoit-elle un contrôle sur tout le territoire douanier ? | | | |
| V.42 | La législation nationale permettent-elles aux fonctionnaires des douanes d'obtenir des renseignements sur les marchandises et des moyens de | | | |

| | | | | |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| | transport avant leur arrivée sur le territoire ? | | | |
| V.43 | La législation douanière autorise-t-elle l'administration des douanes à exiger que lui soient communiqués, dans un certain délai, des renseignements préalables complets et exacts au sujet du fret et des envois par conteneurs entrant dans le pays, transitant par le pays (y compris ceux qui demeurent à bord), sortant du pays ou transbordés par le pays ? | | | |
| V.44 | L'administration est-elle autorisée à conclure des accords administratifs avec : (i) les entreprises ? (ii) D'autres services et organismes publics ? (iii) D'autres administrations des douanes ? (iv) Des organisations régionales/internationales ? | | | |
| V.45 | L'administration est-elle autorisée à échanger des informations/des renseignements avec : (i) d'autres administrations des douanes ? (ii) des organisations régionales/internationales importantes ? | | | |
| V.46 | La législation nationale exige-t-elle des sociétés et qu'elles conservent leurs documents commerciaux et leurs documents comptables ? | | | |
| V.47 | Dans l'affirmative, un délai est-il précisé pour la conservation des documents ? | | | |
| V.48 | La législation nationale prévoit-elle que de toute donnée recueillie et/ou transmise par la douane doit être | | | |

| | | | | |
|------|---------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| | traitée de manière confidentielle et suffisamment protégée ? | | | |
| V.49 | La législation nationale prévoit-elle l'adoption des signatures électroniques ? | | | |

| | Systemes et Procédures | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------------------------------|
| | Généralités | | | |
| V.50 | L'administration des douanes a-t-elle adhéré à la Convention de Kyoto révisée ? | | | |
| V.51 | Les procédures de contrôle douanier sont-t-elles intégrées comme indiqué dans les Directives de l'OMS relatives à la gestion de la chaîne logistique intégrée (Directives GSLI) ? | | | |
| V.52 | Le contrôle douanier couvre-t-il : <ul style="list-style-type: none"> • les marchandises ? • les moyens de transport ? • les personnes ? | | | |
| V.53 | Des contrôles particuliers sont-ils exercés en ce qui concerne les mesures visant à assurer la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| | Sécurité et surveillance matérielles | | | |
| V.54 | L'administration est-elle chargée du contrôle à l'exportation ou de la délivrance de licences à la frontière ? | | | |
| V.55 | La législation nationale stipule-t-elle : <ul style="list-style-type: none"> • Les lieux par lesquels les marchandises peuvent être introduites sur le territoire douanier ? • Les lieux approuvés pour le déchargement des marchandises ? | | | |

| | | | | |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • La nécessité d'opérer des contrôles pour les marchandises entreposées temporairement ? • Le type de marchandises pouvant être placées en entrepôt et la durée de cet entreposage ? | | | |
| V.56 | Des prohibitions ou des restrictions (relatives à la moralité publique, à la sécurité, à l'hygiène et à la santé, par exemple) sont-elles appliquées aux marchandises introduites sur le territoire douanier ou aux marchandises placées en entrepôt ? | | | |
| V.57 | L'accès aux zones placées sous le contrôle de la douane est-il limité ? | | | |
| | Renseignement et gestion des risques | | | |
| V.58 | L'administration a-t-elle élaboré une politique stratégique nationale de gestion des risques qui tient compte des mesures relatives à la sécurité de la chaîne logistiques ? | | | |
| V.59 | L'administration inspecte est-elle matériellement la plupart ou la totalité des deux envois ? | | | |
| V.60 | L'administration utilise-t-elle la gestion des risques pour l'inspection des envois ? | | | |
| V.61 | L'administration utilise-t-elle une méthode d'inspection par larges épreuves des envois ? | | | |
| V.62 | L'administration utilise-t-elle à la fois la gestion des risques et une méthode d'inspection par larges épreuves pour l'inspection des envois ? | | | |
| V.63 | L'administration dispose-t-elle d'un système de dédouanement automatisé ? | | | |

| | | | | |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.64 | La technologie de l'information est-elle utilisée dans le cadre de la fonction concernant le renseignement ? | | | |
| V.65 | La technologie de l'information est-elle utilisée à des fins de gestion des risques ? | | | |
| V.66 | Existe-t-il une base de données centralisée fournissant du renseignement stratégique/tactique aux fins des mesures prises pour assurer la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.67 | Des profils et des indicateurs des risques sont-ils constamment établis et mis à jour ? | | | |
| V.68 | L'administration estime-t-elle que le fret et les envois par conteneurs considérés comme à haut risque signifient : i) que les informations les concernant ne sont pas suffisantes pour permettre de les considérer comme à risque limité; ii) que les renseignements d'ordre tactique indiquent qu'il s'agit de marchandises à haut risque, ou iii) qu'une méthode d'évaluation du degré de risque reposant sur des éléments de données liés à la sécurité identifie ces envois comme étant à haut risque ? | | | |
| V.69 | L'administration dispose-t-elle d'un service/d'une équipe nationale ou spécial de profilage et/ou de ciblage ? | | | |
| V.70 | Existe-t-il des directives établies par l'administration au sujet de la gestion des risques ? | | | |
| V.71 | Le système de gestion des risques tient-il compte des particularités des bureaux régionaux ou locaux ? | | | |

| | | | | |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.72 | Une coopération formelle ou informelle et un échange d'informations à l'échelon international ont-ils été instaurés en ce qui concerne les mesures relatives à la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|

| | Technologie de l'information et de la communication | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------------------------------|
| V.73 | L'administration dispose-t-elle d'un système informatique d'information et de communication ? | | | |
| V.74 | Le système informatique de la douane applique-t-il les normes acceptées à l'échelon international en matière de données telles que : (i) le Modèle de données douanières de l'OMD ? (ii) le numéro de Référence unique de l'envoi (RUE) ? (iii) autres ? | | | |
| V.75 | L'administration dispose-t-elle d'un système informatique d'information concernant la lutte contre la fraude ? | | | |
| V.76 | Dans l'affirmative, ce système comprend-t-il des programmes de sélection automatisés ? | | | |
| V.77 | L'administration douanes a-t-elle reçu une assistance pour mettre au point ou acquérir les systèmes informatiques nécessaires ? | | | |
| V.78 | L'administration reçoit-t-elle les déclarations et échange-t-elle des informations par le biais : (i) de l'échange de données informatisé (EDI) ? (ii) de l'introduction directe de données par les entreprises ? (iii) de l'Internet ? | | | |

| | | | | |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.79 | L'administration a-t-elle établi une politique de sécurité en ce qui concerne la Technologie de l'information et de la communication (TIC) ? | | | |
| V.80 | L'administration applique-t-elle une politique commune à plusieurs organes (Ministère des finances, Ministère du Commerce extérieur, par exemple) en ce qui concerne la sécurité de la TIC ? | | | |
| V.81 | La politique appliquée en matière de protection et de confidentialité des données est-elle conforme aux normes internationales telles que celles indiquées dans les Directives sur la technologie de l'information et de la communication de la Convention de Kyoto révisée ? | | | |
| V.82 | La politique de protection des données prévoit-elle l'utilisation de signatures électroniques ? | | | |

| | Coopération, Communication et Partenariat avec l'extérieur | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------------------------------|
| V.83 | L'administration a-t-elle recours aux Accords multilatéraux ou bilatéraux d'assistance mutuelle administrative (AMA) pour échanger des informations ou du renseignement au sujet de la sécurité de la chaîne logistique avec d'autres administrations des douanes ou des organisations régionales/internationales ? | | | |
| V.84 | L'administration prévoit-elle de signer la Convention de Johannesburg de l'OMD ? | | | |
| V.85 | L'administration applique-t-elle avec d'autres administrations des douanes une méthode commune de gestion des risques et de contrôle ? | | | |

| | | | | |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.86 | Des mesures ont-elles été prises avec d'autres administrations pour : (i) échanger des données douanières ? (ii) partager le renseignement et des profils de risque ? | | | |
| V.87 | Sur demande raisonnablement motivée du pays d'importation et en fonction d'accords d'assistance mutuelle ou autres arrangements, l'administration des douanes est-t-elle en mesure d'effectuer des inspections de sécurité sur les conteneurs à haut risque en partance ? | | | |
| | Opérateurs économiques agréés | | | |
| V.88 | L'administration dispose-t-elle d'un programme concernant les opérateurs économiques agréés ? (StairSec, par exemple) | | | |
| V.89 | L'administration a-t-elle prévu des procédures de validation et des procédures d'accréditation de la qualité permettant d'identifier les Opérateurs économiques agréés ? | | | |
| V.90 | Dans l'affirmative, les Opérateurs économiques agréés se voient-ils accordés des avantages distincts et mesurables en matière de facilitation ? | | | |
| V.91 | Les opérateurs économiques sont-ils encouragés à effectuer des autoévaluations de leurs chaînes logistiques en fonction des normes et des recommandations douanières en matière de sécurité ? | | | |
| V.92 | Les opérateurs économiques appliquent-ils dans le cadre de leurs activités des pratiques éprouvées et des pratiques douanières recommandées ? | | | |

| | | | | |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.93 | Les opérateurs économiques demandent-ils des renseignements et des évaluations au sujet des systèmes de sécurité de leurs partenaires commerciaux ? | | | |
| V.94 | L'administration dispense-t-elle des programmes de formation à l'intention des opérateurs économiques et tient-elle ces derniers informés des changements apportés aux normes de sécurité ? | | | |
| V.95 | Existe-t-il une politique d'échange de renseignements avec les entreprises qui contribue à alimenter le programme de sécurisation de la chaîne logistique ? | | | |
| V.96 | Le secteur privé a-t-il pris des mesures en ce qui concerne la sécurité de la chaîne logistique ? | | | |
| V.97 | L'administration des douanes vérifie-t-elle les opérations effectuées par les opérateurs économiques afin d'évaluer la mesure dans laquelle sont respectés la législation, la réglementation et les procédures administratives douanières ? | | | |

| | Ethique | Oui | Non | Commentaires/Observations |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|----------------------------------|
| V.98 | Le pays applique-t-il la Déclaration d'Arusha révisée de l'OMD ? | | | |
| V.99 | Dans l'administration des douanes, les cadres supérieurs de direction : <ul style="list-style-type: none"> • Appuient-ils les activités de lutte contre la corruption ? • Font-ils preuve d'éthique dans leur conduite et jouent-ils un rôle moteur dans la lutte contre la corruption ? | | | |
| V.100 | Un plan d'action exhaustif concernant l'éthique et la lutte contre la corruption | | | |

| | | | | |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| | a-t-il été mis au point à l'intention de la douane ? | | | |
| V.101 | Dans l'affirmative, (i) Ce plan est-il lié aux mesures nationales de lutte contre la corruption ? (ii) Ce plan a-t-il été mis en oeuvre ? | | | |
| V.102 | Les pratiques douanières actuelles confèrent-elle des pouvoirs discrétionnaires excessifs aux fonctionnaires des douanes ? | | | |
| V.103 | Des mesures ont-elles été entreprises pour éliminer la bureaucratie excessive et diminuer les doubles emplois inutiles ? | | | |
| V.104 | La législation, les règlements, les procédures douanières et les directives administratives sont-elles rendues publiques et sont-elles entièrement disponibles ? | | | |
| V.105 | Existe-t-il un mécanisme de recours et de révision administrative à l'encontre les décisions prises par la douane ? | | | |
| V.106 | Des chartes de services à la clientèle ou des normes d'exécution ont-elles été établies, publiées et leur application contrôlée ? | | | |
| V.107 | Dans l'affirmative, ces chartes ou ces normes contiennent-elles des procédures et des mesures concernant la sécurité ? | | | |
| V.108 | Existe-t-il des procédures douanières dépassées ou inefficaces susceptibles d'encourager des pratiques ou des activités de corruption ? | | | |
| V.109 | Des mécanismes de surveillance de contrôle tels que des programmes de vérification interne, d'audit et d'enquête internes et externes et des régimes de poursuites judiciaires ont-ils été créés ? | | | |

| | | | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.110 | Le personnel de la douane, les clients et le public en général sont-ils encouragés à faire rapport sur les cas de corruption et de conduite contraire à l'éthique ou illicite ? | | | |
| V.111 | Toutes les accusations font-elles objet d'enquêtes approfondies ? | | | |
| V.112 | Les sources d'accusation sont-elles convenablement protégées ? | | | |
| V.113 | L'administration emploie-t-elle des services indépendants de lutte contre la corruption ? | | | |
| V.114 | L'administration dispose-t-elle actuellement d'un Code de conduite ? | | | |
| V.115 | Les pénalités pour non-respect de la législation sont-elles indiquées dans le code de conduite ? | | | |
| V.116 | L'administration verse-t-elle aux fonctionnaires des douanes un salaire suffisant ? | | | |
| V.117 | Le personnel nouveau et le personnel actuellement en place font-ils l'objet de vérifications visant à s'assurer qu'ils opèrent suivant des normes élevées en matière d'éthique et qu'ils sont disposés à les respecter ? | | | |
| V.118 | La procédure de sélection et de promotion du personnel est-elle exempte de parti pris, de partialité et de favoritisme et repose-t-elle sur le principe du mérite ? | | | |
| V.119 | L'administration décide-t-elle périodiquement des déploiements, des rotations ou des réaffectations de personnel ? | | | |
| V.120 | L'administration a-t-elle éliminé les possibilités pour les fonctionnaires des douanes d'occuper pendant longtemps des postes vulnérables ? | | | |

| | | | | |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.121 | L'administration dispense-t-elle une formation et un perfectionnement adéquats au personnel après son recrutement et pendant toute sa carrière afin de promouvoir et de renforcer continuellement l'importance du maintien d'un niveau élevé d'éthique et de professionnalisme ? | | | |
| V.122 | L'administration applique-t-elle des méthodes d'évaluation des performances et de gestion du personnel appropriées en vue de renforcer le respect des bonnes pratiques et de promouvoir un degré élevé d'éthique personnelle et professionnelle ? | | | |
| V.123 | L'administration fait-elle en sorte que les fonctionnaires de tout grade participent activement au programme de lutte contre la corruption ? | | | |
| V.124 | Des relations ouvertes, transparentes et productives ont-elles été nouées avec le secteur privé ? | | | |
| V.125 | L'administration a-t-elle conclu des Protocoles d'accord avec le secteur privé dans lesquels sont abordées les questions relatives à l'éthique ? | | | |
| V.126 | L'administration sait-elle si le secteur privé a élaboré des Codes de conduite ? | | | |
| V.127 | L'administration a-t-elle encouragé le secteur public à élaborer des Codes de conduite ? | | | |
| V.128 | L'administration a-t-elle entrepris un autodiagnostic en ce qui concerne l'éthique ? | | | |
| V.129 | Les employés qui travaillent pour des sociétés privées dans les zones placées sous le contrôle de la douane sont-ils soumis à des contrôles et à des vérifications personnels ? | | | |

| | | | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| V.130 | Des directives ont-elles été mises en oeuvre pour vérifier le degré d'éthique du personnel non douanier déployé dans la zone placée sous le contrôle de la douane et maintenir celui-ci au niveau souhaité ? | | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
